

 <https://www.francebleu.fr/infos/societe/reforme-des-retraites-on-ira-jusqu-au-retrait-assure...>

 De

 3 min read

Réforme des retraites: "On ira jusqu'au retrait", assure Claire-Marie Feret du SNES FSU

Ils ne veulent rien lâcher. Les opposants à la réforme des retraites se mobilisent une nouvelle fois, ce mercredi 15 mars, alors que le texte est étudié au parlement en commission mixte paritaire. Parmi les professions très mobilisées depuis le début de la contestation, il y a notamment les enseignants. Pour en parler, Claire-Marie Feret, la co-secrétaire académique du SNES FSU en Normandie, était l'invité ce matin de la rédaction de France Bleu Normandie.



Les enseignants mobilisés contre la réforme des retraites sont mobilisés depuis ce matin devant le rectorat à Rouen. C'est la première fois que vous organisez ce type de rassemblement depuis le début de la contestation contre la réforme des retraites. Le but ce matin, c'est d'accélérer votre mouvement ?

C'est à la fois de montrer qu'on est toujours tout à fait déterminés, que le mouvement se durcit. Et puis, c'est aussi une manière d'attirer l'attention sur le secteur de l'éducation nationale qui, effectivement, depuis le 19 janvier, est très mobilisé et donc s'est montrée qu'en étant devant le rectorat, que tout le secteur de l'éducation est aussi dans l'action et dans la grève,

Est-ce que vous croyez encore dans un recul du gouvernement sur ce projet de loi? On voit que ça avance au Sénat, à l'Assemblée nationale. Est-ce-que ça sert encore à quelque chose aujourd'hui de se mobiliser contre cette réforme?

Ça sert plus que jamais. Chaque jour qui passe nous rapproche de la victoire et du retrait du texte. On sent bien une fébrilité du gouvernement qui lui aussi essaye d'accélérer. Au contraire, la détermination de la population contre cette réforme ne faiblit pas. Et oui, bien sûr, on ira jusqu'au retrait.

Si le texte est adopté demain à l'Assemblée nationale, vous poursuivez le mouvement ?

Si le texte est adopté à l'Assemblée nationale, ça ne veut pas dire qu'il s'appliquera. Donc le mot d'ordre reste le même jusqu'au retrait.

Mais à un moment, il va y avoir des découragements dans les rangs des enseignants. Quand on voit que ça n'avance pas de votre côté, qu'il n'y a pas de recul du gouvernement, vous craignez pas que la mobilisation un peu faiblisse?

Pour le moment, ce n'est pas le cas. Donc, tant qu'on est là, l'espoir y est aussi. Et je crois que l'intersyndicale est à la fois unie et déterminée. Les collègues grévistes sont soutenus. Donc on reçoit des dons un peu partout, notamment des camarades retraités par exemple. Et donc, il y a un vrai soutien, une vraie solidarité professionnelle.

Les premières épreuves de spécialité du bac commencent à partir de lundi. Est ce que vous appelez justement à perturber ces épreuves de spécialité?

On n'appelle pas à perturber les épreuves. Mais les préavis de grève sont posés. Les collègues qui ne veulent pas surveiller et useront de leur droit de grève lundi et mardi à l'occasion de ces épreuves, sont évidemment couverts. Nous, depuis des années, on attire l'attention du ministère et on n'est pas les seuls. Les chefs d'établissement, les inspecteurs, tout le monde dénonce l'absurdité de ces épreuves qui ont lieu au mois de mars. Ça n'a pas laissé le temps aux élèves de les préparer. Les collègues disent tous que tout a été fait dans la hâte, dans l'urgence et dans la précipitation. Nous, on demande depuis des mois que ces épreuves aient lieu en fin d'année.